SUPPLEMENT A LA REVUE

"S O C I A L I S M E OU B A R B A R I E"

POUVOIR OUVRIER

Décembre 1959 - N° 13

Prix : 20Frs

SOMMAIRE

Les grèves recommencent.

Fréjus.

Leclerc et la baisse des prix

Un film à voir : les 400 coups

Les femmes devant la politique

La Parole aux Travailleurs

La grève des petits pour les gros.

Les instituteurs et la grève du 2 décembre.

Le 2 décembre chez les postiers.

Les postiers de Poitiers et Fréjus.

De Gaulle à l'Alsthom (Belfort)

Entretien à Denain.

Pour quoi nous luttons.

Le Cercle d'etudes

(page 13)

LES GREVES RECOMMENCENT

Quand de Gaulle est arrivé au pouvoir, les patrons ont dit que tout irait mieux. On a beaucoup parlé de l'association Capital-Travail, de Gaulle allait terminer la guerre d'Algérie, vous vous payerez de bonnes vacances l'année prochaine et si vous travaillez bien, vous aurez le frigidaire et la télé, comme les américains.

On n'y croyait pas trop. Mais pendant plus d'un an, il n'y a eu que très peu de mouvements revendicatifs. La manière dont les grèves avaient été menées dans les années précédentes avait découragé la majorité de la classe ouvrière. On en avait assez de débrayer pour ne rien obtenir. De toutes façons, les travailleurs sentaient qu'avec le nouveau régime, les risques seraient encore plus grands. On attendait.

Depuis quelques mois, ça recommence. Des pétitions, des manifestations, des débrayages, des grèves se succèdent. Le 2 décembre, la grève des fonctionnaires a a été le premier mouvement généralisé depuis juin 58.

C'est qu'il y a les salaires. Et les prix. Et le budget familial de plus en plus difficile à boucler. Il y a autre chose encore et c'est qu'à l'usine, au bureau, on est de plus en plus brimé, harcelé. Là où ils te demandaient 40 pièces, il leur en faut maintenant 60. Et puis, chez Simca par exemple, à la chaîne, il faut un bon pour aller pisser. Plus loin, on licencie les anciens, pas assez "productifs". Les amendes pleuvent chez Michelin, à Clermont, et chez Cail, à Denain, un contremaître gifle un ouvrier. Il faudrait la boucler, se faire petit, dire oui aux chefs, en mettre un coup.

Alors, forcément, on commence à réagir. On en a marre. Souvent de façon spontanée, des mouvements éclatent ici et là. Chez Michelin, les travailleurs débrayent contre le licenciement d'un ouvrier, contre le retour au système des amendes, et puis aussi pour les salaires. Ils n'ont rien obtenu dans ce cas. La Direction a été la plus forte. Mais ailleurs des augmentations sont arrachées, on arrête les brimades. Dans l'ensemble c'est les syndicats qui se font le porte-parole du mécontentement. Et, comme toujours, ils ne poussent pas bien loin, car ils sont surtout forts pour la discussion; ils disent qu'il faut revendiquer par catégories et pas tous ensemble; ils disent aussi que la "base" n'est pas chaude pour se lancer dans des grands actions.

C'est vrai que les travailleurs sont hésitants et que leur combativité diffère suivant les branches d'industrie et les catégories professionnelles. Naturellement, le mécontentement est plus grand chez les "petits salaires". Ce sont les fonctionnaires des catégories les plus mal payées qui ont participé les plus nombreux à la grève du 2 décembre. Mais les protestations, les débrayages contre les normes, les chronométrages, les déclassements, les licenciements, se succèdent chez les mieux payés, dans les industries mécaniques par exemple.

Nous sommes tous dans le même bain. Et ce qu'il faudrait faire, on le voit très bien.

Au lieu de revendiquer des augmentations de salaire en pourcentage, hiérarchisées, de telle sorte que les mieux payés sont encore les plus favorisés, il faudrait lutter pour des augmentations uniformes pour tous, et là le manoeuvre et le professionnel sont solidaires.

Au lieu de chercher à gagner plus en travaillant plus, de demander plus d'argent quand on te demande plus de pièces, il faudrait généraliser la lutte contre l'augmentation des normes, contre l'accélération des cadences.

Au lieu d'accepter le renforcement de la discipline qui te transforme en un pauvre type devant le chef tout-puissant, ou de chercher seulement à y échapper par le débrouillage individuel, il faudrait organiser la lutte collective pour l'assouplissement des règlements d'entreprise et d'atelier, défendre pied à pied le droit de travailler tranquillement.

Au lieu de marcher en ordre dispersé, marcher ensemble. Chaque fois qu'on le peut, lutter pour étendre le mouvement sur une base locale. Plus de mouvement isolé d'un atelier, alors que le reste de l'usine marche. Plus de mouvement isolé d'une catégorie, alors que les autres travaillent. A quoi ça rime, par exemple, que les postiers fassent grève et que les instituteurs, fonctionnaires aussi, ne participent pas au mouvement ?

Tout cela est bien beau, diront certains, mais comme les centrales syndicales appliquent une autre "tactique", comment faire ce que vous dites, même si on sait que cette "tactique" n'est pas la bonne? Et puis, si les gens ne veulent pas suivre ?

Eh bien, il faut se prendre par la main et commencer partout à faire ce qui doit être fait. Il n'y a pas d'autre moyen. Il faut cesser de gémir sur la trahison et l'incapacité des directions syndicales et de justifier ainsi sa propre passivité.Les directions syndicales font ce qu'elles veulent quand la masse ouvrière ne bouge pas. C'est aux travailleurs les plus conscients, aux militants les plus actifs de prendre les initiatives.

La volonté de lutte des salariés se réveille après dix-huit mois d'attente.

Il faut que cette volonté de lutte se transforme en volonté de lutter de <u>façon efficace</u>, c'est-à-dire avant tout, de redonner à la grève son caractère de combat. Se mettre en grève, c'est nier l'autorité du patron. C'est chercher à imposer les revendications par tous les moyens efficaces, sans s'embarrasser de subtilités légales.

Pour cela, chaque fois qu'un mouvement commence, trois choses sont nécessaires :

- constituer sur chaque lieu de travail un comité de grève démocratiquement élu, c'est-à-dire élu par le plus grand nombre possible de travailleurs et comprenant le plus grand nombre possible de représentants de tous les salariés, syndiqués ou non.

- demander aux grévistes eux-mêmes de décider de la nature et de l'étendue de leurs revendications.

- Lutter pour que les augmentations soient toujours uniformes, antihiérarchiques, et pour que les revendications portent à la fois sur le salaire et sur les conditions de travail.

- FREJUS -

La rupture du barrage de Malpasset pose dans toute son ampleur le problème de la responsabilité.

Qui est responsable ? Où sont les responsables ? On cherche les responsables.

Parions tout d'abord que ces "responsables" on ne les trouvera jamais. Tout, dans ce genre d'affaires, est étudié pour qu'on ne puisse pas établir ces responsabilités. Et puis, il y a trop d'intérêts en jeu, trop de solidarité de clique, pour qu'un jour on puisse faire éclater publiquement la vérité.

Et après tout, qu'est-ce que c'est qu'être responsable ? C'est être garant, c'est répondre de quelque chose, c'est l'obligation où l'on est de payer pour les fautes commises.

Or, dans cette terrible catastrophe, qui a payé et payé le plus cher? Il apparaît tout de suite que ce sont les victimes, c'est à dire ceux qui n'ont pas étudié le terrain, ceux qui n'ont pas construit, qui n'ont pas calculé, ceux qui ignoraient tout, qui n'y connaissaient rien, ceux qui n'étaient pas techniciens, ceux qui n'ont rien touché, et rien ni personne ne pourra faire faire machine arrière aux évènements. Les seuls qui auront payé ce sont les morts et ces malheureux survivants qui ont perdu tous les leurs.

Les géologues disent blanc, les ingénieurs noir, l'E.D.F. gris, les entrepreneurs jaune, le gouvernement bleu, toutes les couleurs de l'arc en ciel y passeront, tout le monde dira quelque chose,

- seuls les morts ne diront rien.

Les ingénieurs avaient raison, les géologues aussi, le béton encore plus et la voûte encore mieux.

- seuls les morts ont eu tort.

Et maintenant Français "vous êtes formidables !"

Venez danser au profit des sinistrés, ouvrez vos coeurs, ouvrez vos porte-monnaie,

donnez largement,

- les morts ont payé, passez la monnaie.

- LECLERC ET LA BAISSE DES PRIX -

L'épicier Leclerc, qui a fait fureur à Grenoble et en Bretagne, monte à Paris. Dans ses centres - 60 environ - les prix sont inférieurs de 20% à ceux du commerce de détail. La grande presse en parle. Le consommateur s'émeut. Radio, TV propagent l'idée d'une baisse possible. On voudrait faire croire aux gens qu'elle va se généraliser, s'accentuer.

En réalité, les baisses réalisées par Leclerc ne représentent que 2% du budget familial type. C'est, comme on le voit, d'une importance très limitée.

A Issy-les-Moulineaux, en novembre, à l'ouverture du Centre parisien n°1 de Leclerc, les petits commerçants du quartier voulaient lui faire un sort. Les petites et moyennes entreprises et leurs syndicats sont contre lui. Ce qui ne l'empêche pas de déclarer aux journaux :"je défendrai les petits commerçants, qu'ils fassent comme moi!". Les grossistes en épicerie - ils sont nombreux et prospères - veulent sa mort. Car c'est eux que son système vise en premier lieu. Au début, il y a quelques années de cela, toutes sortes de pressions étaient exercées contre lui : ennuis fiscaux, refus de livrer les marchandises au prix de gros. Les grandes marques le boycottaient sous l'influence de leurs clients habituels et par crainte de voir dérangé le bel ordre établi dans la branche épicière. Leclerc a tenu le coup et maintenant, d'un obscur épicier grenoblois aux idées novatrices, on fait un pionnier de la distribution moderne.

Bravant les refus de livraison, et fort de la loi de juillet 58 qui oblige les fabricants à fournir un commerçant solvable au prix de gros si celui-ci accepte les quantités habituelles de gros, il devient capable d'offrir à ses clients un nombre croissant de produits.

Il diminue les frais généraux et fait bénéficier la clientèle de la marge du grossiste. La généralisation de ses centres serait la mort pour cet intermédiaire.

L'importance donnée à la tentative Leclerc vient surtout de ce qu'elle correspond à la tendance présente de modernisation du capitalisme français.

En effet, la prolifération extraordinaire de petits commerçants qu'on observe en France, et le grand nombre d'intermédiaires dans le circuit de distribution, n'ont aucune raison d'être du point de vue du capitalisme. S'ils existent toujours, c'est que jusqu'ici les Gouvernements les ont en général soutenus parce qu'ils représentaient un élément de conservation sociale. Or, une rationalisation du circuit commercial devient de plus en plus désirable pour la bourgeoisie. Et le système Leclerc va dans ce sens.

L'extension des Prisunic, des chaînes à succursales multiples, l'augmentation extraordinaire du chiffre d'affaires des grands magasins, sont très significatifs aussi à cet égard.

Cependant, le battage autour de Leclerc correspond également à des nécessités politiques immédiates. Maintenant que le Gouvernement fort de de Gaulle a moins besoin de l'appui des commerçants, il voudrait les obliger à rogner un petit peu leurs bénéfices pour pouvoir retarder, sous prétexte d'une baisse de prix, les augmentations de salaires que les travailleurs exigent. Pour cela, Leclerc sert sa propagande de baisse. C'est sous la

menace d'encourager des tentatives comme la sienne, que le Gouvernement a obtenu l'accord des syndicats de commerçants pour la fameuse "baisse des 50 articles".

Mais pour le travailleur, pour la femme qui fait le marché, toute cette histoire c'est surtout du bluff. Ce n'est pas une baisse des prix de 2%, même si elle était réelle, qui règlera leurs problèmes de budget, quand les déclarations officielles reconnaissent que leur pouvoir d'achat a diminué de 12% depuis deux ans. Dans la société actuelle, la seule manière efficace pour les travailleurs de défendre et d'augmenter leur niveau de vie est d'arracher de substantielles augmentations de salaire.

Un film à voir :

"LES QUATRE CENTS COUPS"

Il est rare de voir un film qui montre avec tant d'acuité combien la vie moderne est insupportable pour l'ensemble des gens.

Que le père ne soit pas le vrai père de l'enfant, que la mère le trompe, que son fils la surprenne en train d'embrasser un autre homme, une après-midi qu'il fait l'école buissonnière, cela ne suffit pas à nous rassurer et à nous faire classer cette famille et cet enfant dans les "cas particuliers". Car ce qui fait l'essentiel de la vie de ces gens, c'est notre vie à nous aussi, les problèmes qui se dressent devant cet enfant, ce sont nos problèmes, sa révolte, son écoeurement, son désespoir, ce sont les nôtres aussi.

Ce garçon lui-même n'est pas un "cas", c'est plutôt un exemple. Au début il ne fait rien de plus répréhensible que ses camarades. Il est même mieux que plusieurs d'entre eux à qui il n'arrivera pourtant pas de malheur. Ce qui lui manque c'est l'adresse, ce qui le gêne c'est sa naïveté. On fait circuler une photo de pin-up dans la classe, tout le monde la regarde mais c'est lui qui se fait prendre. Il fait l'école buissonnière, son camarade aussi, mais il est incapable de faire un mot d'excuse comme l'autre. Il ment, les autres aussi, mais ses mensonges sont découverts, il ne se donne pas la peine de les rendre vraisemblables. En somme, il est moins "adulte" il joue moins le jeu, il est l'enfance avec ses besoins en face de la société avec ses barrières.

La grisaille, la monotonie, le rythme implacable de la vie moderne sont admirablement bien évoqués. Malheur à celui qui ne pourra pas suivre ! Le réveil brutal dans l'appartement trop petit, le départ précipité, la classe ennuyeuse, le retour le soir à la maison, les devoirs, les corvées domestiques, l'arrivée de la mère harassée, énervée, qui prépare rapidement le repas, se fâchant contre tout, le père qui essaie d'être gai et d'excuser auprès du garçon la mauvaise humeur de sa femme, le repas sans goût, triste ou agrémenté d'histoires scabreuses de bureau et de réussites sociales grâce à la prostitution ou à l'escroquerie. La mauvaise humeur du père dont les chemises ne sont pas lavées, les chaussettes pas raccommodées -"Si tu n'as pas le temps de les laver, lave au moins le col!" - le manque d'argent et les disputes à ce sujet, les ruses de l'enfant pour en soutirer à ses parents. Tout cela constitue un univers à peine supportable, le moindre incident le rendra insupportable.

Pour le garçon, une punition du maître pas faite, sera le point de départ d'une série de sottises de plus en plus graves. La réaction des parents est symptômatique. Au début, ils soutiennent l'enfant alternativement, chacun étant complice à tour de rôle, pour avoir la paix. D'ailleurs aucune explication sincère n'est possible entre eux. Ils se connaissent trop. Quand la mère essaie de briser la glace entre elle et son fils, elle n'y parvient pas : il sait trop de choses sur elle, et de ces choses elle n'en parle pas.

A la fin, quand le stade des simples sottises est dépassé, quand l'enfant commence à s'attaquer à la société, car il vole, les parents se tournent tous deux contre lui et l'abandonnent à cette société contre laquelle il aurait tellement besoin de secours. Mais ce secours ils sont incapables de le lui donner. Au début, après la première fugue du garçon, ils ont bien essayé(1), mais avec la vie qu'ils mènent, on ne peut prendre quelqu'un en charge longtemps : on a déjà tant de mal à se supporter soi-même!

La deuxième partie du film nous touche moins, car nous ne sommes plus en cause, c'est la société qui prend la place de la famille. Ce qui frappe tout de suite, c'est l'indifférence qui entoure le jeune délinquant : -"Mon service est fini, je te le passe", dit le flic chargé de l'enfermer au cachot. On l'enferme à côté des prostituées, des voyous; il attend, les flics jouent aux échecs. Le service anthropométrique, la déposition; l'enfant est ému, mais il est seul. Plus tard, à la maison de jeunes délinquants, il apprend qu'il a un dossier, que ce dossier le suivra partout. On va mettre dans son dossier le rapport du psychologue et il s'inquiète pour savoir ce qu'il faut répondre pour ne pas trop se charger.

La maison est belle, il y a de l'air, de la lumière. Les parents viennent les voir, ils pensent qu'ils sont bien. Mais on continue à marcher en rang, à prendre une claque parce qu'on a grignoté son pain avant la soupe. On refuse le droit d'entrée à l'ami du garçon. Alors, là aussi, quand cela devient insupportable, il s'enfuit, il fuit la société en courant, en courant droit devant lui. Et il rencontre la mer, parcequ'il n'y a pas de solution pour lui.

De la maison pour jeunes délinquants au pénitencier, du pénitencier à la prison, le chemin semble tout tracé. La société n'a pas mieux réussi que les parents.

---

(1) C'est peut-être la scène du film la plus pénible. Ils essaient de s'amuser. Ils vont au cinéma tous les trois : la mère est plus douce, le garçon rit nerveusement sans arrêt, le père fait l'idiot. Ils rentrent tard le soir, les pitreries du père les font rire dans l'escalier sombre, en remontant chez eux - "Mon chéri, n'oublie pas la poubelle" - Le père et la mère feront l'amour, et voilà. C'est pauvre, c'est mesquin, ils ne peuvent rien faire de plus.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Dans le N° 29 "SOCIALISME OU BARBARIE"

J.F.Lyotard : Le contenu social de la lutte algérienne.
Un Algérien raconte sa vie (II)
P.Brune : La Chine à l'heure de la perfection totalitaire.
Benjamin Peret : "Le déshonneur des poètes".
Le Monde en Question : Khrouchtchev aux Etats-Unis - La grève de l'acier aux USA - Mendès-France et le nouveau réformisme...etc..

Le N° = 300 Frs - en vente dans les kiosques et librairies.

LES FEMMES DEVANT LA POLITIQUE

Les Français ne s'intéressent plus à la politique, c'est un fait évident; mais dans cette apathie générale, les femmes ont une place à part car elles la revendiquent et s'en vantent :

"Moi, je ne fais pas de politique, je n'ai pas de temps à perdre. Je laisse celà à ces femmes surexcitées qui feraient bien mieux de torcher leurs gosses et tenir leur intérieur".

Mais comment font-elles pour n'en point faire, car enfin :

- elles achètent un journal plutôt qu'un autre,
- elles écoutent les informations simplifiées de la radio d'Etat ou celles d'un poste privé,
- et dans leur vie professionnelle, elles se sont inscrites ou ont refusé de s'inscrire à un syndicat.

Qu'elles le veulent ou non leur vie est politisée du matin au soir, et la politique se glissera même dans leur lit, suivant que les députés auront voté ou non des lois encourageant la natalité ou le contrôle des naissances.

Elles se croient libres; elles gardent les mains nettes et la vue claire car elles ne sont pas esclaves des options d'un parti ? Mais en vérité elles sont les esclaves successives des options de tous les partis qui se succèdent au pouvoir, lancées à droite ou à gauche, précipitées dans des expéditions malheureuses ou figées dans un attentisme stérile.

Elles ne font pas de politique? Non, elles les font toutes. Elles ne participent à rien? Non, elles subissent tout, et à certains moments, subir c'est encourager.

Faire de la politique ce n'est pas autre chose qu'être conscient de la vie quotidienne, de son sens et voir que la chose publique pénètre mes moindres actes.

Elles clament bien haut que les hommes politiques sont tous bêtes, malhonnêtes ou trop habiles.... et elles avouent sans rougir leur abandonner le pouvoir. Elles appellent le médecin au moindre rhume de leurs enfants, mais elles laissent la politique disposer d'eux et les emporter demain dans une guerre absurde où ils n'auront d'autre alternative que de tuer ou d'être tuer, et probablement les deux à la fois.

En attendant, ils sont empilés à 50 par classe, prenant d'une instruction déséquilibrée ce qui peut arriver jusqu'à eux.Elles admettent sans broncher que des milliers d'êtres humains vivent dans des taudis, que des peuples entiers meurent de faim, que des réfugiés perdent leur vie dans des camps et que des minorités soient exterminées.

On ne peut refuser la politique à laquelle on n'échappe plus maintenant puisqu'elle baigne tout, au nom d'une soi-disant propreté. Cette propreté est celle de la pierre que l'on pousse et qui ramasse la poussière de toutes les routes; ce bon sens est un non-sens, et cette liberté anéantissement.

Elles ne font pas de la politique? Non! mais la politique les fait et les défait et bien souvent elle les refait.

Des abonnés de "Pouvoir Ouvrier" à NIMES, BELFORT, CAEN, DENAIN, LE MANS, MONTPELLIER, AMIENS & LYON demandent à entrer en contact avec les lecteurs de leur région.

Ecrire à "Socialisme ou Barbarie", 42 rue R.Boulanger, Paris X°, qui transmettra

LA PAROLE AUX TRAVAILLEURS

Dans la fonction publique : LA GREVE DES PETITS ... POUR LES GROS.

C'était une grève comme les autres, qui a commencé comme les autres et qui a fini comme les autres. Les trois grandes organisations syndicales CGT, CFTC et FO se mettent d'accord au niveau des Fédérations de Fonctionnaires pour faire une grève d'"avertissement" de 24 heures. La base n'est pas consultée, ni sur la nature des revendications, ni sur la longueur ou l'opportunité de la grève. Aucun contact n'est pris ni avec les cheminots ni avec la RATP, qui pourtant ont eux aussi l'Etat pour patron. Les instituteurs (donc la Fédération de l'Education Nationale) sont en dehors du coup. Aucune agitation préalable n'est faite, aucune réunion de préparation sur les lieux de travail. Le jour de la grève, il n'y a ni comités de grève ni piquets dignes de ce nom. Personne ne descend dans les bureaux ou les ateliers pour inciter les camarades à débrayer.

D'ailleurs, c'est toujours comme ça. La veille, le lundi, j'entends des femmes à la cantine : "Ah! mais c'est vrai, demain on ne travaille pas, il y a grève". On dirait que c'est un jour de fête religieuse qui tombe un mercredi au lieu d'un Dimanche parce que le Pape n'a pas fixé Pâques à la même date que l'année dernière.

Mais ça a fini aussi comme d'habitude. Une grande réunion à la Bourse du Travail, des discours creux, avec des phrases fleuries et une résolution à la fois vague et platonique, votée à l'unanimité, parce que vraiment on ne voit pas qui pourrait voter contre.

Et pourtant cette grève n'a pas été tout à fait une grève quelconque. Ce n'est pas seulement qu'elle a été suivie à près de 60 ou 70%, plus de 500 000 grévistes, et qu'à ce titre ça été la première grande grève du nouveau régime. Ce n'est pas seulement qu'il y avait près de dix mille manifestants à la Bourse du Travail. C'est surtout que ceux qui ont débrayé, c'étaient les petits, les sans grades, les plus mal payés, les moins de 35 000Fr par mois.

La composition de la salle à la Bourse et de la foule qui débordait largement sur la rue était suffisamment éloquente : facteurs, éboueurs, communaux de toute sorte, hommes et femmes des services de santé, petits télé, gars des lignes qui travaillent sur les pylônes ou dans les égouts. Le matin, à l'heure du débrayage, dans les centres postiers il en était de même. Au centre des télécommunications Anjou où je travaille, ce ne sont pas les femmes des bureaux qui ont débrayé, mais les "nettoyeuses" qui dépoussièrent constamment les colonnes de l'automatique pour 37 000Fr par mois. Chez les hommes, outre les gars des lignes, ce sont les monteurs ou ces "vérificateurs" qui pour un salaire dérisoire scrutent en permanence, lampe au front, le fonctionnement mécanique du téléphone soi-disant automatique.

Oh! il n'y a pas eu d'enthousiasme, ni de véritable combativité et encore moins de "froide et calme détermination" comme dirait l'Huma. Il y a simplement eu que l'ordre de grève avait été lancé par les trois grands syndicats et que la crainte ou l'inquiétude suscitée par le nouveau régime s'est dissipée : on peut encore y faire grève. Alors nous les plus exploités, les plus démunis, on y va. On ne sait jamais, on en tirera peut-être cinq mille balles. Personne ne croit réellement arracher par de telles grèves les 45 000Fr minimum. Mais personne non plus ne pense à réfléchir beaucoup sur la nature et la signification de cette revendication HIERARCHISEE que présentent les syndicats. Personne ne pense qu'en venant là il vient défendre une augmentation bien supérieure à la sienne pour l'Inspecteur qui n'a pas fait grève

et qui n'a nul besoin de cette augmentation.

Il faut être clair : l'Etat dit ne pas avoir assez d'argent. Ce n'est pas eulement qu'il fait la guerre d'Algérie ou qu'il fabrique une bombe atomique. Pour l'en empêcher, il faudrait se battre, il faudrait faire une révolution et dans l'état actuel de la classe ouvrière on en est loin. Mais c'est aussi que chaque fois qu'il donne 1 000Fr au facteur, il donne 10 000Fr au chef de centre. Si l'on préfère, chaque fois que l'Etat débloque au budget 50 milliards de crédits, le facteur compte pour 1 dans cette part de gâteau et le chef de Centre pour 10. Or sur ce terrain les grands syndicats sont d'accord avec l'Etat, même si c'est l'Etat gaulliste.

Oui, cette grève a été la grève des petits, mais comme toutes les grèves de ce type elle a été la grève des petits pour le bénéfice des gros. Rien n'est plus immoral et rien n'est plus démoralisant. Et c'est justement comme cela que l'on a démoralisé la classe ouvrière depuis 14 ans. On connaît le résultat.

Contre cela il n'existe qu'un remède : que les grèves soient décidées et organisées par la base elle-même et pour les revendications qu'elle aura dhoisies.

LES INSTITUTEURS ET LA GREVE DU 2 DECEMBRE
(dans les écoles du 14ème)

Le 2 décembre, nous n'avons pas fait la grève avec les autres fonctionnaires. Jusqu'à la veille, tout le monde espèrait qu'on la ferait aussi.

L'indignation a été grande quand nous avons appris par les journaux que nous n'y participerions pas car "nous nous réservions pour la laïcité"!

Les critiques ont été violentes : "De quoi aurons-nous l'air ? - A quoi cela sert-il de s'isoler ainsi ? - Ca n'aura rien d'étonnant si les autres nous laissent tomber après, quand ce sera notre tour! - Pour une fois que tout le monde était d'accord, il faut qu'on vienne tout gâcher ! - "

Notre délégué syndical ne sait que répondre. Il part s'informer au Centre et revient calme et rassuré : "Cette grève c'est FO qui l'a lancée" dit-il, "il faut se méfier, nos dirigeants savent ce qu'ils font. Il ne faut pas s'user dans des luttes partielles, il faut se réserver pour la laïcité". Mais ce deuxième argument, il ne le développe pas trop, car personne ne comprend bien pourquoi la laïcité a besoin de ce splendide isolement. Par contre l'argument FO semble porter plus ou moins.

Je demande qu'on convoque une réunion syndicale de la sous-section, car les camarades éprouvent certainement le besoin de s'informer et de discuter On me répond : "De quel droit voulez-vous faire une assemblée générale ? C'est le bureau qui en décide, à moins que vous ne présentiez une demande signée du tiers des membres". Mais cela est matériellement impossible étant donné la dispersion de notre travail. Curieuse conception de l'activité syndicale ! Grève ou pas grève, nous n'avons rien à dire. Campagne pour la laïcité, nous n'avons rien à dire. Donnez de l'argent pour payer la campagne; lisez "L'Ecole Libératrice", collez les affiches. Là c'est l'occasion de montrer que vous voulez faire quelque chose, nous comptons sur votre bonne volonté.

Or, que s'est-il passé ? Fort peu d'affiches ont été collées, une minorité a participé au collage, et pourtant la plupart disaient qu'ils voulaient y aller.

"Vous voyez", dit notre délégué syndical avec une amertume mêlée de triomphe, "ils ne veulent rien faire, ils rouspètent, mais pour faire le boulot, je suis toujours tout seul".

Ces évènements terminés, le bureau convoque une assemblée générale. Une note passée dans les classes, la veille pour le lendemain; on la signe en vitesse tout en surveillant les élèves. On apprendra plus tard que beaucoup n'avaient même pas lu le papier.

Il n'y a presque personne à cette réunion. "Vous voyez", dit encore le délégué, "ça ne les intéresse pas". Bien sûr, on ne peut pas dire que les enseignants brûlent d'envie de se battre. Mais on ne peut pas dire non plus, comme l'affirme notre délégué, qu'ils s'en fichent et ne veulent rien faire. On déplore le manque d'intérêt de la base, mais on fait tout pour l'entretenir, car l'absence de tout contrôle est fort commode pour les responsables actuels du syndicat, même si parfois, ils sont obligés de coller eux-mêmes les affiches. Cela ne fait d'ailleurs que les fortifier dans leur opinion : la base c'est les troupes qu'on manoeuvre selon les besoins du moment. Il faut savoir s'y prendre, et de cette façon on dit au Gouvernement :"Attention, il faut tenir compte de notre opinion, nous représentons 80% des instituteurs, ne négligez pas notre force", et aux camarades inquiets de voir leur syndicat aller de concessions en reculades et fatigués d'être les "2ème classe" juste bon à faire les corvées, on rétorque :"Tu ne te rends pas compte, personne ne s'intéresse à notre action, les gens ne sont pas prêts, si le Gouvernement s'en apercevait, il ne nous prendrait plus au sérieux. Il faut être prudent, ne pas gaspiller nos forces".

Mais un syndicat, quoi qu'en pensent les tacticiens de la direction, n'est pas une armée et les instituteurs ne sont pas des soldats. Ils ne comprennent pas quel intérêt il y a à détacher la défense de la laïcité de la défense des conditions de vie et de travail, à séparer les enseignants des autres fonctionnaires. Ils ne comprennent pas pourquoi la "tactique" est décidée sans les consulter. Il est vrai qu'ils ne participent pas nombreux à la vie syndicale. Mais on fait tout pour les en dégoûter. Or, un syndicat sans participation de la base n'est plus qu'une carcasse vide, une espèce d'administration. Et un mouvement qui serait décidé sans participation active, sans enthousiasme - même s'il était suivi - reposerait sur des bases bien fragiles.

LE 2 DECEMBRE CHEZ LES POSTIERS.

J'arrive à 6h1/4. A cette heure il n'y a que les balayeurs comme moi, les femmes de ménage et le chauffeur des chaudières. Je sépare ce que je ne prend pas le travail. Je veux qu'on sache et qu'on remarque que je fais grève. Un balayeur ça ne se remarque pas et je veux me faire remarquer pour une fois.

Je descends discuter le coup avec le chauffeur. Théoriquement s'il faisait grève tout s'arrêterait, car personne ne travaille quand il fait froid. Mais voilà, il faudrait aussi qu'il soit appuyé par tous, y compris les syndicats. Il sait que ce n'est pas le cas et le risque est trop grand.

A 8 heures moins dix je remonte voire ce qu'il se passe. Dans l'escalier je rencontre des jeunes ouvriers. "Alors, on fait grève, les gars?" "Malheureusement non, on n'est pas postier, on est d'[illegible]. Téléphone, c'est la grande compagnie de Téléphone française. Ce sont ses boîtiers ils

et ses ouvriers qui viennent installer les colonnes de l'automatique lorsqu'il y a extension ou réparation grave. Aussi, durant quinze jours, trois semaines ou un mois les gars de chez Erickson travaillent aux côtés de leurs camarades postiers des télécommunications. Les uns et les autres se connaissent bien. Et pourtant il ne vient à l'esprit de personne que les uns et les autres puissent faire grève ensemble par solidarité.

A la porte un petit rassemblement de syndicalistes et de grévistes. Piquet de grève ? C'est un bien grand mot. On distribue des tracts aux femmes qui rentrent en annonçant le meeting de 10 heures à la Bourse. C'est tout.

Et encore. Le chef de centre arrive. Arrogant et inquisiteur, il se plante devant la porte. La distribution de tracts cesse. Mon "chef" balayeur qui veut faire du zèle arrive, lève les bras au ciel et me dit "alors, qu'est ce que tu fais?" "Eh! bien, tu le vois, je fais grève". Le chef de Centre qui avait été prévenu par ses soins que j'avais signé s'adresse à moi "C'est insensé, quand on fait grève on ne signe pas" "Eh! bien moi j'ai signé pour que l'on sache bien que je fais grève" "Ca ne se fait jamais, moi aussi j'ai fait grève, je n'ai jamais vu celà" "Peut-être est-ce parce que vous faisiez grève dans votre lit, moi je fais grève sur les lieux de travail". Les choses en restent là.

Un bon moment plus tard. L'heure de rentrée est passée depuis longtemps. Deux ou trois gars dont un vieux tournicaillent et hésitent encore. Ils rentrent, reviennent, disent "Il y en a dix qui travaillent" et au moment du départ pour la Bourse, se décident ... et rentrent définitivement.

Et pourtant cette grève a réussi. On était près de 10 000 à la Bourse. Là on a été abreuvé de langage fleuri du genre "Au pays de Molière on ne vit pas de bons mots, mais de bonne soupe". La plus grande grève du nouveau régime. C'est vrai. Mais le nouveau régime ne risquera pas grand chose tant que l'on fera grève de cette manière là. Pourtant un orateur a été réellement applaudi. Pas seulement parce qu'il était le seul à savoir parler en public, mais surtout par ce qu'il a dit, deux phrases qui ont plu : "Pinay et le régime, c'est la meme chose" et "On nous prend pour des petits enfants, eh! bien nous allons leur prouver que nous ne sommes pas des petits enfants".

Pour terminer, la résolution suffisamment vague pour ne pas prêter à discussion a été votée à l'unanimité. D'ailleurs, comment pourrait-il en être autrement, puisqu'on passe une heure et demie à faire des discours creux et qu'on soumet la résolution au vote au moment où tout le monde se prépare à partir.

La moindre des choses à faire serait de présenter la résolution au début de la réunion et de la soumettre à la discussion de l'assemblée. Mais cela aussi ce sont des choses qui ne se font plus depuis longtemps.

LES GREVISTES DE POITIERS ET FREJUS

Lors de la dernière grève des fonctionnaires du 2 décembre, les postiers grévistes du Bureau de Poitiers ont écrit au Ministre des PTT pour lui demander que la journée de grève qui leur sera retenue soit versée à la population de Fréjus. Voilà une attitude de classe qui tranche heureusement avec l'exploitation politique des morts ou les pleurnicheries intéressées de la Grande Presse, dont nous avons eu le spectacle quotidien depuis la catastrophe de Malpasset...

DE GAULLE A L'ALSTHOM (Belfort)

La visite du chef de l'Etat avait été, de longue date, soigneusement préparée, par une campagne de presse, basée sur la psychologie des foules, attrait du prestige du Général libérateur écrivain, homme politique, surhomme quoi.... Tous les jours une chronique était réservée à cet effet. On astiquait la ville et l'on cachait les saletés sur le passage du maître de l'heure.

A la boîte, nettoyage général, quinze jours avant l'évènement aux deux ateliers visités : montage des loco et grand hall de montage des turbines. Que d'heures passées ! mais aussi préparation du terrain par les éléments gaullistes et syndicat indépendant. On ressortait le vieux leurre de l'association capital-travail. Les bruits de primes de fin d'année, promotion ouvrière, confirmés par la direction, circulaient. Quelques petites pressions, bien inutiles, je le crois.

Chez les syndicats, l'on préparait les plaintes, dans une pétition commune, pétition qui sera finalement refusée par les autorités pour raison de protocole :"comment osez-vous déranger le grand homme dans son travail de serrage de mains et bain de foule?... A la suite de celà, le délégué interdépartemental CGT refuse d'être reçu par le général et demande aux cégétistes d'observer une attitude indifférente ce matin de visite. Les autres syndicats sont plus modérés dans leurs consignes, sachant qu'elles ne seront pas suivies dans la généralité des cas!

Enfin le grand jour est arrivé, les Nord-Africains suspects sont neutralisés bien entendu. Tout est au point. Liesse à la boîte. Le grand patron est là pour l'acueillir. Promenade dans le grand hall montage des locos, serrage de mains d'ouvriers, heureux de voir un grand homme. Dans le Hall du gros matériel, idem : re-serrage de mains, quelques applaudissements et puis sirène marquant à 9 H. la fin du travail afin de se rendre dans la cour de l'école d'apprentissage, en moyenne 1 H 1/2 payée par la direction à tout le personnel de la boîte : 7 500 X par 7 ou 800Fr de l'heure, prix de revient... qui fait ce cadeau ? Mais la Direction! Elle a même organisé un meeting politique avec pour orateur le Président de la République, bien que celà soit défendu par le règlement intérieur.

Dire que tous les ouvriers on assisté ne serait pas vrai, mais la majorité y était, battue et contente! Chez nous, la presque totalité, soit par conviction, soit par curiosité, y était. Les femmes sont tellement sensibles au prestige et au baratin, on leur ferait avaler n'importe quoi!
A croire que les ouvriers sont tous gaullistes à Belfort ! dans d'autres ateliers à majorité cégétiste, quelques groupes jouaient aux cartes pendant ce temps.

Chez nous, les femmes gaullistes avaient fait courir le bruit que ne pas y aller, c'était faire supprimer la prime de fin d'année, elles nous l'ont bien gagnée, notre prime !

Dans la cour, face à l'assistance,honorable, un discours d'une platitude, vide et creux a suscité quelques bravos noyautés par les gaullistes, le moral ouvrier était remonté, on pouvait aller de l'avant.

Si une organisation fasciste le voulait, en grande majorité les ouvriers seraient mûrs pour marcher. La peur, la veulerie, les lèche-bottes, aucun respect de soi-même, ce n'était pas beau.

A croire que les ouvriers ne peuvent se passer de chefs, de patrons et de dirigeants. Que dire de plus ....

ENTRETIEN A DENAIN

A Denain, les camarades qui s'intéressent à Pouvoir Ouvrier nous ont fait part de leurs critiques :
- Votre canard est bien accueilli, les gars le trouvent juste et souvent ils me disent: c'est cela qu'il faut expliquer, mais, par contre, vous en restez là. On voudrait bien y voir des solutions. Que faut-il faire ? Tu nous dis: organisez-vous autour du journal. Ecrivez pour lui ce que vous pensez de l'exploitation, des conditions de travail. Ce n'est pas facile à faire. Dis le à "Pouvoir Ouvrier".

D'autre part la situation est ici, comme ailleurs certainement, très calme. Il n'y a plus aucune vie politique et même syndicale. On note au moins 30% de syndiqués qui n'ont pas repris leur carte. Les responsables sont inactifs. Les ouvriers disent :"A quoi bon se syndiquer, ils ne nous défendent même pas contre les licenciements du patronat".
- Mais dans d'autres villes ou régions, à l'occasion de luttes revendicatives, on exerce une pression sur les ouvriers et quelquefois on licencie des syndicalistes qui ont été très actifs et proches des ouvriers en lutte. A Denain, ce n'est pas le cas, d'après toi ?

- Non, il semble même que chez Cail, par exemple, la Direction ménage les syndicalistes en fonction de leur très grande neutralité au cours des licenciements de l'hiver dernier.

Dernièrement, aux laminoirs, un ouvrier qui par maladresse avait lâché une tenaille sur les pieds d'un contremaître, a été giflé par celui-ci. Aussitôt l équipe a débrayé et passé la consigne aux postes suivants. Après 24 H sans intervention d'aucun syndicaliste, le contremaître a été déplacé. La direction disait aux ouvriers : vous ne voulez tout de même pas faire renvoyer ce père de famille de sept enfants. Ne soyez pas inhumains (sic). Les gars répondirent "On ne veut pas forcément qu'il soit licencié, mais on ne veut plus le voir parmi nous. Ca lui servira de leçon".

La soi-disant rationalisation provoque toujours la colère des ouvriers. Autrefois, au service d'entretien, on comptait 68 ouvriers de tous les corps de métier, cimentiers, électriciens, maçons, etc. Pour cet ensemble : 2 contremaîtres et 1 agent de maîtrise seulement.
Maintenant, après leur "rationalisation", 18 ouvriers sont restés, mais on ne sait pour quelle raison il y a 9 chefs dont 3 ingénieurs.

Le groupe formé autour de la revue "Socialisme ou Barbarie" et du journal "Pouvoir Ouvrier" organise pour l'année 1959-60 un CERCLE D'ETUDES

Ce cercle d'études se tient le VENDREDI, aux dates indiquées ci-dessous, à la MUTUALITE (métro Mauber-Mutualité) salle X, 20H45.

20 nov.59 : Signification de l'activité politique dans la période actuelle

4 décembre: Le travail dans la société contemporaine.

18 décembre: Quelle place faut-il attribuer à l'économie dans l'explication de notre monde?

15 janvier: Crise de la culture.

29 janvier: Identité de la vie sociale réelle à l'Est et à l'Ouest.

Nous annoncerons la suite ultérieurement. Pour toutes précisions écrire. à "Socialisme ou Barbarie", 42 rue R.Boulanger, PARIS X°